

ria se dote désormais d'un capital de l'ordre de 3,3 milliards de dinars. Le réseau financier algérien est composé, faut-il le préciser, d'une toile de 9 banques et établissements financiers publics, 17 à capitaux mixtes à prédominance internationale, d'une banque offshore algéro-libyenne, d'une Caisse de garantie des marchés publics (CGMP) et d'une Caisse de garantie des expor-

fois le montant d'auparavant. Le capital minimum des établissements financiers et des succursales d'établissements financiers a été, quant à lui, multiplié par sept et porté de 500 millions de dinars à 3,5 milliards de dinars. C'est ce qui est mentionné dans un communiqué de presse diffusé jeudi par la Banque d'Algérie. Il est également indiqué que les banques, les éta-

Après la promulgation de ce règlement, amendant celui de 1993, il avait été constaté qu'un grand nombre de banques et établissements financiers s'étaient non seulement conformés au cadrage réglementaire, mais avaient aussi formulé des demandes en vue d'obtenir l'autorisation d'augmentation de capital. D'où la décision du CMC d'autoriser la BADR, Gulf Bank Algérie, BNP Paribas Algérie

deposants», à renforcer les règles prudentielles et stimuler les crédits à l'investissement à moyen et long termes. Ainsi, sur fond de crise financière internationale, les banques sont appelées à renforcer leurs fonds propres en mettant à leur disposition des moyens d'intervention plus importants, mais tout en respectant en permanence le cadre prudentiel en vigueur.

Ali Titouche

CAMILLE SARI, SPÉCIALISTE DES FINANCES INTERNATIONALES

«L'Etat utilise les réserves de changes pour étouffer les tensions sociales»

Spécialiste des questions financières et professeur à la Sorbonne, Camille Sari, est un adepte des fonds souverains. Au moment où l'Algérie s'enorgueillit d'avoir écarté cette «piste», Camille Sari, lui, continue à plaider pour la nécessité de créer même deux fonds souverains au lieu d'un seul. Intervenant lors d'une conférence organisée à l'école Insim d'Alger, le professeur s'est interrogé sur le pourquoi «d'un placement à perte des 50% des réserves de changes en bons du Trésor américain». Selon lui, ces placements se font avec un taux de 1,5% inférieur à celui des banques centrales (entre 3 et 4%).

Il a suggéré sur sa lancée de «créer un fonds souverain destiné au développement des PME». «Il ne fallait pas mettre ces ressources en bons de caisse au risque d'une inflation», avertit-il, en signalant que les «USA sont le seul pays au monde capable de changer d'orientation dans la valeur du dollar». Il plaide dans la foulée pour une gestion rationnelle des réserves de changes. Avec ses 142 milliards de dollars,

«L'Algérie est classée 10^e détenteur de réserves de changes dans le monde en termes de valeurs, juste derrière l'Allemagne (150 milliards de dollars) et devant la France avec 125 milliards de dollars», indique l'orateur. «Grâce à ces réserves de changes, l'Etat continuera à subventionner les produits alimentaires de première nécessité pendant 4 à 5 ans afin d'éviter les tensions sociales. Mais au-delà de ces 5 ans, c'est l'incertitude totale !», fait-il observer.

S'agissant du premier fonds souverain, celui-ci, dira-t-il, «devra être orienté aux fins de soutenir l'investissement local productif en ciblant certains secteurs à l'instar de l'industrie agroalimentaire et le secteur du tourisme». «Ce fonds ne sera pas spéculatif à l'image des investissements directs étrangers, de ceux annoncés par les Emiratis dans l'immobilier et/ou de Djezzy», dira-t-il encore. L'orateur pose, toutefois, une condition préalable pour créer ce fonds souverain : «Il doit être géré par des économistes patentés et indépendants, en association avec des intervenants dans le secteur privé.» Le second

fonds, invoqué par M. Sari, qui doit être doté de 20 à 40 milliards de dollars, aura pour mission de mettre un pied dans le capital des entreprises étrangères stratégiques. Ce professeur à la Sorbonne considère que l'Algérie devrait, de ce fait, profiter de la crise mondiale pour entrer dans le capital des entreprises bradées. «Avec ce fonds, l'Algérie pourrait acheter les actions de sociétés étrangères, sous-cotés. Il y a une braderie des valeurs boursières», note-t-il, en donnant l'exemple des Russes pour le cas de EADS et des Chinois pour beaucoup d'entreprises américaines. Abordant, par ailleurs, la question énergétique et les marchés pétroliers, M. Sari impute «la baisse dangereuse» des prix du pétrole, en dépit de nouvelles coupes de l'OPEP, au facteur de la spéculation.

Le prix réel du baril, même en période de récession, devra se situer, d'après lui, aux alentours des 70 dollars. Ses prévisions sur la fin de la crise financière rejoignent celles de beaucoup d'autres experts qui évoquent une issue vers la fin 2010.

Hocine Lamriben

des pays du Golfe et les «oligarques» russes. Selon l'agence Bloomberg, les 25 Russes les plus riches ont perdu environ 185 milliards d'euros. Selon le quotidien russe *Izvestia*, les 6 plus grandes fortunes russes ont perdu à elles seules près de 111 milliards de dollars depuis le début de la crise. Selon un magazine d'affaires arabe, les 50 hommes d'affaires arabes les plus riches ont perdu environ 25 milliards de dollars. Le prince Al Walid Ibn Talal aurait perdu à lui seul 4 milliards de dollars. Si au début de la crise il y a eu un débat sur le système de régulation des marchés financiers, l'affaire Robert Madoff est venue prouver sans aucun doute qu'il y a une grande faille.

Et cette faille ne peut s'expliquer que par la présence de passerelles entre les spéculateurs et les fonctionnaires chargés du contrôle. Lors de la désignation de la nouvelle directrice de la Securities and Exchange Commission, le président élu Obama avait déclaré : «*Nous nous sommes endormis au volant*» en promettant que la réforme de la régulation sera l'une des priorités de son administration. En réalité et les faits le prouvent, la régulation a été totalement absente dans beaucoup de situations et la fraude est devenue une sorte de règle sur le marché financier. Le rôle de l'administration s'est caractérisé par un laisser-faire qui s'apparente à une grande complicité en faveur des gestionnaires des fonds. C'est la seule explication pour des fraudes de cette ampleur et par une faille qui a mis à genoux le système financier.

Lies Sahar

www.algeriatenders.com

Le premier site Internet dédié aux appels d'offres algériens

- Classés, triés par secteur d'activité
- Mise à jour permanente et quotidienne
- Plus de 200 000 appels d'offres insérés depuis 6 ans

Démonstration gratuite sur demande autres prestations disponibles, nous consulter

Tél. : 021 28 41 13/18 - Fax : 021 28 41 15
E-mail : contact@algeriatenders.com